

N° 22/084 /DTDP-Ass

DÉCISION

Portant signature d'une convention de mise à disposition, à titre gratuit, du dojo, des vestiaires et des toilettes du Gymnase rue du Moulin à Vent auprès de l'association «Coignières Foyer Club»

Le Maire de la Commune de Coignières (Yvelines) ;

11^{ème} Vice-président de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 alinéa 5 ;

Vu la délibération n°2020-0505 du conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégation de pouvoirs au maire ;

Vu la demande de Madame Myriam BOUVERET, Présidente de l'association «Coignières Foyer Club», 26 rue du Moulin à Vent à Coignières de pouvoir disposer du dojo, des vestiaires et des toilettes du Gymnase rue du Moulin à Vent en vue de la préparation pour le passage de grade et l'initiation au karaté pour les enfants et adultes les samedis 14, 21 et 28 mai et le samedi 4 juin 2022 de 14h à 18h ;

Vu la convention de mise à disposition ;

Considérant que la commune de Coignières met à disposition, à titre gratuit, auprès de l'association «Coignières Foyer Club», le dojo, les vestiaires et les toilettes du Gymnase les samedis 14, 21 et 28 mai et le samedi 4 juin 2022 de 14h à 18h ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 – AUTORISE M. le Maire ou son représentant à signer une convention de mise à disposition, à titre gratuit, du dojo, des vestiaires et des toilettes du Gymnase rue du Moulin à Vent en vue de la préparation pour le passage de grade et l'initiation au karaté pour les enfants et adultes les samedis 14, 21 et 28 mai et le samedi 4 juin 2022 de 14h à 18h, à l'Association « Coignières Foyer Club ».

ARTICLE 2 – DIT que la présente décision est conclue et acceptée pour les dates précisées à l'article 1.

ARTICLE 3 – DIT que la présente décision fera l'objet d'une transmission à la Sous-Préfecture de Rambouillet, d'une présentation au conseil municipal et d'une notification au titulaire.

Fait à Coignières, le 12 mai 2022.



Le Maire,

Didier FISCHER

Vice-président de la C.A. de Saint-Quentin-en-Yvelines

La présente décision peut faire l'objet d'une voie de recours gracieuse auprès de son auteur, ou contentieuse devant le Tribunal Administratif de Versailles, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, voire lorsqu'elle a été expressément prescrite, à compter de sa notification pour la ou les personnes directement visées.